

Les étudiants et les étudiantes en ont assez de se faire rire au nez par le gouvernement. La grève est imminente. Après une brève rencontre avec la ministre elle-même, l'ASSÉ a bien compris que la seule voix pour se faire entendre était une mobilisation. Balayant du revers de la main les revendications et l'analyse de l'ASSÉ, elle les a sommés de se tenir tranquille. Convaincu-e-s que les dernières orientations politiques ne sont pas inévitables et irréversibles, les membres les plus agité-e-s veulent forcer le gouvernement à revenir sur sa décision de dégeler les

frais de scolarité en atteignant directement leurs intérêts économiques et politiques. Si la population n'est pas d'accord avec les décisions politiques, après tout, il ne faut pas se gêner pour se faire entendre. La politique, c'est à tous les jours : dans les couloirs d'école, dans les cours, dans la rue!

Le manque de financement public est criant. Plus l'État se désengage financièrement, plus il permet l'ingérence des entreprises privées directement sur les campus. Avec les conséquences qu'on connaît: c'est la population en bout de ligne qui paie pour

les erreurs de gestion (on se rappellera le partenariat UQAM avec la firme Busac). Plus cher économiquement, certes, mais c'est surtout l'indépendance académique qui est mise en jeu, adaptant la création du savoir aux intérêts particuliers de quelques grandes sociétés privées. Mais pour l'État et les institutions d'enseignement, il vaut mieux régler le problème à court terme et trouver de l'argent, vite, à n'importe quel prix. Les entreprises privées, elles, ont tout intérêt à former sur mesure une main-d'oeuvre, sans avoir à entretenir les coûts d'envergure que représentent les masses salariales et les coûts de système (chauffage, entretien, etc.), assumé complètement par le secteur public.

## Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

2570 Rue Nicolet, bureau 301

Montréal, Québec, H1W 3L5

(514)390-0110

executif@asse-solidarite.qc.ca

www.asse-solidarite.qc.ca



# ULTIMATUM

## Urbain

Bulletin de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante  
Numéro spécial - Été 2007



*Le 28 juin dernier, le Conseil des ministres passait finalement à l'acte dans le dossier des frais de scolarité: les universitaires paieront l'année prochaine environ 150 \$ de plus pour étudier, une hausse qui se répètera jusqu'en 2012. La*

*colère étudiante gronde sur les campus. L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), regroupement étudiant de 40.000 membres, parle depuis plusieurs mois d'une grève générale pour limiter les dégâts en éducation.*

## Un gel insoutenable

Dans son programme électoral, le Parti libéral est clair: « Le gel des droits de scolarité en vigueur depuis 14 ans est devenu intenable... » Il est vrai que le système d'éducation est à la déroute. Alors que le Québec est reconnu comme la province des plus bas frais de scolarité, le gouvernement croit que la population étudiante

doit apporter une juste contribution pour l'obtention d'un diplôme universitaire. En 2012, une année universitaire coûtera donc 30 % plus cher. Cela, bien sûr, sans compter l'augmentation des frais afférents que les universités imposent année après année, ce qui les a fait augmenter de 180 % en 10 ans.

Cette augmentation permet de rattraper l'écart des frais de scolarité avec la moyenne canadienne. Les groupes de pression patronaux en demandent encore plus. D'après le Centre interuniversitaire de recherche d'analyse des organisations sociales, il faudrait augmenter l'endettement étudiant et adapter les frais de scolarité de chaque diplôme à son métier correspondant. C'est une adaptation complète aux lois du marché : l'accès à l'éducation des métiers à haut taux salarial coûterait

plus cher. Les finances publiques, croit-il, s'en porteraient mieux. Pourtant, dans le Canada anglais, où de telles mesures ont été appliquées, l'enseignement supérieur est toujours sous-financé. L'ASSÉ pense plutôt que de telles avenues politiques ne bénéficient qu'à une faible minorité : les mieux nanti-e-s chez qui de telles sommes pour étudier peuvent être avancées sans problème et les entreprises privées qui perçoivent le système d'éducation public comme de futurs profits.

## L'enjeu de l'accessibilité

Avec la réforme, on est loin du 600 \$ par année de 1980. Pour ne pas nuire à l'accessibilité, le gouvernement prévoit rehausser l'enveloppe budgétaire des prêts et bourses. Assez ironique, il va sans dire, compte tenu de la dernière réforme de l'aide financière du gouvernement Charest. Somme toute, la frange combative du mouvement étudiant dénonce radicalement la nouvelle conception de l'accessibilité où l'économie des finances publiques guide les politiques de ges-

tion. « L'éducation est un droit et nous devons y mettre les sommes nécessaires. »

Deux conceptions opposées de l'éducation se dessinent. Le gouvernement mise sur un investissement individuel où le paiement de l'enseignement supérieur devrait à terme être relégué aux utilisatrices et utilisateurs, dégorgeant ainsi les finances publiques. Pour l'ASSÉ, l'éducation est une question sociale. Il faut favoriser l'accès à l'enseignement supérieur en la rendant accessible, peu

### SAVIEZ-VOUS QUE ...

En moyenne, les prêts et bourses ne couvrent que 23 % du revenu total d'un ou une universitaire?

D'après une enquête réalisée par Amaud Sales de l'Université de Montréal.

En moyenne les étudiants et les étudiantes post-secondaires ont un revenu de 9 246 \$ par année (incluant les bénéficiaires de l'aide financière aux études) alors que le seuil de faible revenu est d'environ 18 000 \$ pour une personne seule vivant dans une grande ville.

Enquête sur les conditions de vie. ISQ 2001.

Dans 70 % des cas, c'est l'obstacle financier qui est déterminant dans le choix de ne pas poursuivre ses études post-secondaires?

Stats Can, Enquête des jeunes en transition, 2002.

importe le montant de son compte en banque. C'est ainsi une reconnaissance de l'importance de partager le savoir développé par les êtres humains à travers les générations : pourquoi une élite pourrait s'approprier cette richesse collective? D'après Statistique Canada, dans 70 % des cas, l'obstacle premier à l'abandon des études découle de causes financières.

## À PARTAGER : Menace de grève étudiante

### \*PROJET DE SOCIÉTÉ\*

**POUR UNE ÉDUCATION :  
DE QUALITÉ,  
ACCESSIBLE ET GRATUITE**

#### POURQUOI ?

\*PARCE QUE L'ÉDUCATION EST UN DROIT. PARCE QUE C'EST UN DROIT, COMME LE DROIT DE VOTE. COMME LE DROIT À LA SANTÉ. PERSONNE NE DOIT ÊTRE EXCLU POUR UNE QUELCONQUE RAISON.

\*PARCE QUE LE SAVOIR C'EST LE POUVOIR. UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE PEUPLÉE D'IGNORANTS ET D'IGNORANTES EST UNE DICTATURE DÉGUISÉE. CONTRÔLÉE PAR UNE POIGNÉE D'INDIVIDUS.

\*PARCE QUE L'ÉDUCATION EST RICHESSE. TOUS ET TOUTES DOIVENT POUVOIR EXPRIMER ET EXPLOITER SON PLEIN POTENTIEL SANS ÊTRE LIMITÉ-E-S POUR DES RAISONS ÉCONOMIQUES. L'ÉDUCATION EST LE MEILLEUR MOYEN D'ESCALADER L'ÉCHELLE SOCIALE. IL PERMET DONC AUX MOINS FORTUNÉ-E-S DE QUITTER LA PRÉCARITÉ.

\*PARCE QUE LE SAVOIR EST COLLECTIF. L'ÉDUCATION D'UNE PERSONNE SERT À LA SOCIÉTÉ. LES MÉDECINS. LES ENSEIGNANT-E-S ET MÊME LES ARTISTES AMÉLIORENT NOTRE QUALITÉ DE VIE. PAR CONSÉQUENT, EN TANT QUE SOCIÉTÉ NOUS DEVONS CONTRIBUER À LEUR FORMATION.

Devant l'intransigeance gouvernementale, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), instigatrice du mouvement de grève en 2005 contre la réforme à l'aide financière aux études, appelle à la mobilisation étudiante. Depuis plus d'un an, la quinzaine d'associations étudiantes regroupées au sein de l'ASSÉ met tout en oeuvre pour faire entendre sa plateforme de revendications à contre-courant : gratuité scolaire à tous les niveaux, amélioration des ressources et services et instauration de garderies publiques accessibles et adaptées aux horaires de cours.

C'est parce que l'ASSÉ croit à une redéfinition complète de l'éducation qu'elle ose encore parler de gratuité scolaire au Québec malgré l'état des finances publiques. Par exemple, il faut rappeler que 575 millions ont été cette année alloués au Fonds des générations alors que la gratuité scolaire en coûterait tout

au plus 550 millions d'après l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques. Certes, les campus sont en criant manque d'argent. Mais le secteur privé n'a-t-il pas déjà fait la preuve de son incompétence en matière de gestion des droits sociaux? La fondation de l'Université Laval veut récolter de 2005 à 2008 pas moins de 150 millions alors que Rimouski vise un maigre 11 millions pour la même période. Le fossé se creuse entre les institutions, mettant en péril la mission d'enseignement des universités et cégeps. Surtout, pour l'ASSÉ, c'est ici la preuve flagrante que l'accessibilité à l'éducation va de pair avec l'amélioration des ressources et services : il faut repenser l'ensemble du réseau d'éducation pour le remettre au cœur de notre société afin que l'éducation profite à l'ensemble de celle-ci au lieu de l'actuelle tendance qui la considère comme un outil de rentabilisation individuelle.



**DANGER : ETUDIANT-E VENTRE VIDE**